«Prépas», banlieues et renouvellement des élites

14/09/2010 à 23h22

Depuis une dizaine d'années, on assiste à la mise en place de politiques dites d' «égalité des chances», qui accordent divers avantages à de jeunes lycéens issus de groupes «défavorisés» et leur permet d'accéder aux classes préparatoires. Agnès Van Zanten, Directrice de recherche à l'Observatoire sociologique du changement (CNRS, Sciences Po) et spécialiste des politiques d'éducation, trace le portait de ces jeunes.

Sciences Po amorça le mouvement en 2001 avec les conventions éducation prioritaire (CEP), suivie par l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC), qui lança son projet, "Pourquoi pas moi ?" (PQPM) en 2003, puis par le lycée Henri-IV à Paris, qui proposa à la rentrée 2006 une classe préparatoire aux études supérieures (CPES).

(…) **si les bénéficiaires de ces programmes ne sont pas le plus souvent des élèves «excellents»**, ce sont cependant les meilleurs élèves des filières générales des établissements en question, sérieux et motivés, **les «pépites de banlieue»** , comme les appellent certains. (…)

Ces élèves n'appartiennent pas non plus à l'élite sociale. **On trouve parmi eux un pourcentage très élevé d'enfants issus de l'immigration** (entre deux tiers et trois quarts dans les programmes de Sciences Po et de l'Essec, par exemple).

Suite sur Le Monde